

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Objet de la consultation

Projet n° 25011

DAF2025 0240

40 - Mont de Marsan – BA118

Réalisation d'un diagnostic structurel

Pour la rénovation d'aires aéronautiques

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage

N° opération : **463659**

Remise des offres

Date et heure limite de réception :

Le mercredi 16 avril 2025 à 16 h 00

Niveau de classification :

MD (marché avec détention d'ISC)	MA (marché avec accès à des ISC)	MS (marché sensible)	NP (marché non protégé)
			X

SOMMAIRE

<u>ARTICLE I – L'ACHETEUR PUBLIC</u>	3	
1.1 - Maître de l'ouvrage		3
1.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur		3
<u>ARTICLE II – OBJET DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u>	3	
2.1 - Description sommaire du marché		3
2.2 - Durée d'exécution du marché		3
2.3 - Type de marché		3
2.4 - Procédure		3
2.5 - Nomenclature		3
2.6 - Décomposition du marché en tranche		3
2.7 - Allotissement du marché		4
2.8 - Prestations supplémentaires		4
Sans objet2.9 - Variantes		4
2.10 - Mode de dévolution		4
2.11 - Langues pouvant être utilisées dans l'offre		4
<u>ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u>	4	
3.1 - Retenue de garantie		4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement		4
3.3 - Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense		4
3.4 - Contrôle primaire des personnes physiques		4
3.5 - Cyber sécurité		5
3.6 - Clause environnementale et sociale		5
3.7 - Diffusion restreinte		5
<u>ARTICLE IV - CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	5	
4.1 – Contenu des plis		5
4.2 – Modalité d'envoi des plis		7
4.3 - Convention de nommage		7
<u>ARTICLE V - JUGEMENT DES OFFRES</u>	7	
5.1 - Détail des critères de jugement des offres		7
<u>ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	8	
6.1 – Contenu du dossier de consultation		8
6.2 – Modifications du dossier de consultation		8
6.3 – Délai de validité des offres		8
6.4 – Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE		9
6.5 - Visites sur site		9
<u>ARTICLE VII – PROCEDURE DE RECOURS</u>	9	

L'annexe au présent RC :

- L'annexe 1 au RC : Les clauses de dématérialisation
- L'annexe 2 au RC : Annexe à compléter pour DR

ARTICLE I – L'ACHETEUR PUBLIC

1.1 - Maître de l'ouvrage

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service Infrastructure de la Défense, du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-ouest

Adresse postale :

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux
223, rue de Bègles
CS 21 152 – 33 068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Pelleport
9, rue de Cursol
33 000 Bordeaux

Renseignements d'ordre administratif :

Service achats infrastructure – Bureau Achats – Section Achats PI et contrats innovants
Mme JAMES MACADRE - N° tél. : 05 57 85 15 76
mailys.james-macadre@intradef.gouv.fr

Renseignements d'ordre technique :

Fabien DUFIEU : 06.13.53.38.24 ou 05.57.92.81.64
Dominique FRUQUIERE : 06 14 46 24 88 ou 05 57 92 81 60
Karine LASSALLE : 06.26.49.55.67 ou 05.57.92.81.66

1.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

2.1 - Description sommaire du marché

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de réaliser un diagnostic structurel préalable à la rénovation d'aires aéronautiques.

Le descriptif du projet objet de la présente consultation est détaillé dans le CCTP.

2.2 - Durée d'exécution du marché

Le délai d'exécution est indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.3 - Type de marché

Le marché est un marché de fournitures courantes et services.

2.4 - Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure d'**appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique.

2.5 - Nomenclature

CPV principal : 71300000-1 « Services d'ingénierie ».

Code Groupe de Marchandise (GM) : 36.04.03 « Etude préalable, audit, expertise liés aux travaux ».

2.6 - Décomposition du marché en tranche

Sans objet.

2.7 - Allotissement du marché

Sans objet.

2.8 - Prestations supplémentaires

Sans objet

2.9 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

2.10 - Mode de dévolution

En cas de groupement, la forme imposée au candidat après l'attribution sera le groupement solidaire.

2.11 - Langues pouvant être utilisées dans l'offre

Les dossiers des candidats seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les offres en langues étrangères accompagnées d'une traduction en français seront recevables (article [R2151-12](#) du code de la commande publique).

ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**3.1 - Retenue de garantie**

Sans objet.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement du marché :	Le marché est financé sur le budget de l'État.
Prix du marché :	Le marché sera conclu à prix unitaires
Unité monétaire :	Le marché est conclu en euros.
Mode de règlement :	Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
Règlement des comptes :	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du présent marché fixe dans son article 3 le mode d'évaluation des prestations ainsi que le mode de règlement des comptes.
Délais de paiement :	Le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

3.3 - Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter eu égard au fait que les prestations à exécuter se situent dans l'enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

3.4 - Contrôle primaire des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de Fiches Individuelles de Contrôle Primaire (FICE) **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches est dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

3.5 - Cyber sécurité

Sans objet.

3.6 - Clause environnementale et sociale

Les clauses environnementales sont mentionnées dans le CCAP.

3.7 - Diffusion restreinte

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, la mention Diffusion Restreinte indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur mission. Cette mention n'est pas un niveau de classification mais une mention de protection. Son objectif principal est de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

La présente consultation dispose de 2 annexes au CCTP en diffusion restreinte. Pour l'accès à ces annexes le candidat devra remettre l'annexe 1 au présent RC : Annexe à compléter pour DR. Cette dernière sera complétée, signée par le candidat et remise via la PLACE. Les annexes seront transmises au candidats chiffrées avec le logiciel ZED.

Les contraintes relatives aux documents en diffusion restreinte en phase exécution sont exposées dans l'annexe 2 du CCAP.

ARTICLE IV - CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La présente consultation est éligible au dispositif DUME.

Voir annexe 1 sur les clauses de dématérialisation.

4.1 – Contenu des plis

éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME complété <u>si utilisation du dispositif DUME</u>
	DC1 ou autre pouvant s'y substituer
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
	un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2 <i>le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>

	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2024 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement
	<p>La capacité de la société peut être apportée par tous les moyens, notamment par des références de prestations attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il concourt.</p> <p>Ces références seront d'ampleur similaire, réalisée par les intervenants (par l'agence et non par la société nationale), sur les 3 dernières années, précisant la nature exacte de la mission réalisée, le coût de l'opération et le nom du maître d'ouvrage.</p>

Toute candidature incomplète pourra être rejetée.

éléments relatifs à l'offre
L'acte d'engagement (A.E.) complété et signé électroniquement
L'annexe 1 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU) complété
L'annexe 2 à l'AE : Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) complété
Un mémoire technique
Le planning prévisionnel
Un RIB de l'entreprise

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4).

Toute offre incomplète pourra être rejetée.

Important : la capacité de l'entreprise peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Le candidat fournira la liste des prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années (pour chaque référence, le candidat indiquera le montant, le maître d'ouvrage (nom, adresse), le maître d'œuvre (nom, adresse) ainsi qu'une description sommaire de l'opération.

NB : En application des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique précitée, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

4.2 – Modalité d'envoi des plis

Voir annexe 1 au présent RC sur les clauses de dématérialisation.

4.3 - Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :

DAF 2025 0XXX - intitulé du document (AE, DPGF...) : DAF 2025 0XXX - AE

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

ARTICLE V - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué, dans les conditions prévues aux articles [R2152-6](#) et [R2152-7](#) du code de la commande publique.

Les critères de choix retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

N°	CRITERE	POINTS
1	PRIX	40 POINTS
2	VALEUR TECHNIQUE	60 POINTS

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des pièces financières qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

5.1 - Détail des critères de jugement des offres

1) Prix des prestations sur 40 points

La note de chaque candidat sera calculée selon la formule suivante :

Note candidat = $40 \times \frac{\text{offre la moins-disante}}{\text{offre du candidat}}$

2) Valeur technique des prestations sur 60 points

Le candidat remettra un mémoire technique comportant les éléments demandés pour le jugement des sous-critères 1, 2 et 3 ci-dessous.

Il sera évalué la pertinence, le détail et la qualité du mémoire technique rendu :

➤ Sous-critère 1 – Compréhension du projet et description de la méthodologie mise en œuvre (40 points)

Présentation détaillée de l'organisation et méthodologie mise en place pour l'exécution de chaque prestation. Présentation du livrable final pour l'ensemble des prestations avec le matériel utilisé, le niveau d'analyse retranscrit dans les rapports à transmettre et les documents types transmis en lien avec les documents type de la MOE :

- Pour la partie géotechnique (essais terrains et laboratoires, rédaction des rapports G2AVP)
- Pour la partie recyclage (essais laboratoire, rédaction des rapports recyclage des chaussées souples et rigides)
- Pour la partie analyse de sol (essais laboratoire et rédaction du rapport d'analyse de pollution des sols)

Fourniture d'un calendrier détaillé pour l'exécution de l'intégralité de la mission.

➤ Sous-critère 2 – Moyens humains et matériels (15 points)

Le candidat présentera les moyens humains affectés pour la réalisation des essais et l'analyse des résultats : rôle, qualité et pertinence des personnels (profil des intervenants, qualifications, expérience)

- Pour la partie géotechnique (essais terrains et laboratoires, rédaction des rapports G2AVP)
- Pour la partie recyclage (essais laboratoire, rédaction des rapports recyclage des chaussées souples et rigides)
- Pour la partie analyse de sol (essais laboratoire et rédaction du rapport d'analyse de pollution des sols)

➤ Sous-critère 3 – Expérience et références (5 points)

Présentation de l'expérience sur des interventions d'essais et de sondages sur des aires aéronautiques.

Présentation de l'expérience dans la préparation des couches QGIS à transmettre, méthodologie de création et de transmission à la MOE en lien avec le modèle QGIS actuellement développé par la MOE

ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1 – Contenu du dossier de consultation

- L'acte d'engagement (A.E) et son annexe :
 - L'annexe 1 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU)
 - L'annexe 2 à l'AE : Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE)
- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :
 - L'annexe 1 au RC : Les clauses de dématérialisation
 - L'annexe 2 au RC : Annexe à compléter pour DR
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe :
 - Annexe 1 au CCAP : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
 - Annexe 2 au CCAP : Documents DR
 - Annexe 3 au CCAP : SUBCLIC _ Guide de démarrage pour les entreprises
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes (qui sont en diffusion restreinte et seront remises après réception de l'annexe 2 au RC complétée et signée) :
 - L'annexe 1 au CCTP (diffusion restreinte)
 - L'annexe 2 au CCTP (diffusion restreinte)

6.2 – Modifications du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation qui seront adressées (date d'enregistrement de la lettre d'envoi de l'additif modificatif) à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, au plus tard, six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date de remise des offres.

6.3 – Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres est de **trois mois** à compter de la date limite de remise des offres.

6.4 – Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE

Les informations liées à l'utilisation de la PLACE sont dans l'annexe 1 sur les clauses de dématérialisation au présent RC.

Difficultés :

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises depuis [le lien suivant Assistance](#) ou en cliquant sur la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une Foire aux Questions (FAQ), que vous pouvez filtrer par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au 01 53 18 90 00.

6.5 - Visites sur site

Sans objet

ARTICLE VII – PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 Bordeaux (tél: 05.56.99.38.00)

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

L'ingénieur civil de la défense hors classe
Jean-Louis PAYROT
Chef de la division Investissement



